

Neuf recensions de *Jacques Demorgon* pour *Jacques Cortès*
Et deux recensions de *Pierre-Alban Delannoy* et de *Jean Durry*
sur « Les sports dans le devenir des sociétés » de *Jacques Demorgon*



- **Albert Bastenier**, *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration*, Sociologie d'aujourd'hui, PUF, 2004.

« *Qu'est-ce qu'une société ethnique ?* » est un ouvrage d'un grand intérêt pour une profonde réflexion socio-historique sur notre actualité. Il s'appuie sur une nouvelle théorie de l'action comme recherche de l'accomplissement social s'effectuant à partir des activités humaines. Celles-ci sont orientées à travers le politique, l'économique et le culturel. Dans les travaux classiques de Dumézil sur les Indo-européens, c'est le religieux qui est nommé avec le politique et l'économique.

Aujourd'hui, le religieux est encore une orientation majeure des activités humaines mais au sein d'un domaine que l'on peut nommer « ethnique ». Il ne s'agit plus d'une référence biologique mais d'une dimension d'incarnation des membres d'une population dans leur espace-temps socio-culturel, à la fois réel, symbolique et imaginaire. Comme tel, il est constitutif de leur existence et de leur identité. C'est de là que part inévitablement leur action, sans nécessairement les y enfermer. On est donc tout à fait à côté du problème en évoquant le politique comme s'opposant à l'ethnique que l'on confond avec le racial. A cet égard, la lutte antiraciste est singulièrement réductrice, peut-être même chez Tagieff ou Viewiorka. Ce qu'il faut mettre en œuvre, c'est bien plutôt une action politique capable d'être concrètement inventive à partir de cet ethnique culturel et à travers lui. En effet, les immigrés sont singulièrement barrés sur les plans économique et politique. Leur ethnicité est souvent leur unique atout, dans la mesure d'ailleurs où elle fait écho au registre de la diversité qui reste posée comme valeur dans la culture dominante. Pour les immigrés, leur non-reconnaissance du point de vue de leur ethnicité équivaut pratiquement à une négation de leur possibilité de se situer et de s'orienter au sein des populations d'accueil. Loin d'être une régression, la référence aux droits culturels est une question de survie pour les nouveaux entrants. L'auteur souligne qu'il rejoint sur ce point les récents travaux de Touraine. Qu'est-ce que la société ethnique ? Nous avons la réponse. Après la multiplication des

génocides, la dimension ethnique, celle de l'appartenance, s'affirme comme irréductible. Ce n'est pas à côté ou au-delà d'elle mais à travers elle que doit se faire le travail politique qui lui permettra d'évoluer. C'est dans cette tension entre l'ethnique et le politique que réside, aujourd'hui, le défi majeur de nos sociétés.

Voir aussi :

Touraine A., *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard, 2004.

Demorgon J., *L'histoire interculturelle des sociétés. Une information monde*, 2^e édition, Paris, Economica, 2002.

► **Sophie Chevalier et Jean-Marie Privat, *Norbert Elias et l'anthropologie : Nous sommes tous si étranges...*** CNRS Editions, Paris, 2004.

Norbert Elias a fondé et développé une connaissance nouvelle, celle du « processus de civilisation ». Sociologue, il recourt à l'histoire, à l'ethnologie, à l'anthropologie. Intituler cet ouvrage « *Norbert Elias et l'Anthropologie* » risque d'apparaître comme le signe d'une limitation. Or, il n'en est rien. La trentaine de chercheurs internationaux, sollicités ici, relèvent des quatre disciplines précisées et nous proposent un bilan des recherches en cours sur la quasi-totalité des thèmes abordés par Elias. Ils rappellent d'abord que le processus de civilisation conjoint deux dimensions : 1/ les sociétés se dotent d'un Etat régulateur, c'est la sociogenèse ; 2/ les individus régulent leurs pulsions, les retournant même en auto-contraintes, c'est la psychogenèse. Même si Elias ne sépare pas l'une de l'autre, et si les experts de cet ouvrage font de même, certains articles concernent des résultats plutôt psychogénétiques comme la constitution de la sphère privée, le traitement social du corps, la famille nucléaire, la mort solitaire. D'autres concernent les sociogenèses : celle, en France, de la société de cour sous Louis XIV ; celle, en Grande-Bretagne de l'Etat parlementaire et du sport aristocratique ; enfin, celle, tardivement abordée, de l'Allemagne. Ce n'est qu'un an avant sa mort (1990) qu'Elias publie ses « *Etudes sur les Allemands* » que commentent ici Freddy Raphaël et Geneviève Herberich-Marx. Ils rendent un grand service au lecteur français qui ne dispose toujours pas d'une traduction de cet ouvrage capital. Au fil des contributions divers jugements sont émis. Ils sont positifs pour la transdisciplinarité de l'œuvre; pour le recours à l'histoire longue ; pour la restauration du politique face à l'économique. D'autres, comportent maintes réserves. Pour Jack Goody, Elias croit trop au progrès. Il aurait dû faire davantage de travail comparatif. En ne traitant que de l'occident, il semble lui donner comme un brevet de civilisation. L'américain Daniel Gordon, dénonce ce qu'il appelle la « canonisation d'Elias en France ». Il accuse le sociologue de germanophilie et d'antisémitisme. Paradoxe, quand

on pense que la mère d'Elias mourut à Auschwitz, en 1941. Roger Chartier répond et félicite Elias d'avoir voulu traiter le processus de décivilisation qui se révéla dans l'Allemagne nazie. Ainsi, avec « *Elias et l'antropologie* », le lecteur, instruit et curieux, dispose d'un véritable bilan actuel, documenté, complet, objectif, concernant la portée de cette œuvre d'un des plus grands sociologues du XXe siècle.

Nathalie Heinich, *La sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, 1997

► **Régis Debray**, *Les communions humaines : Pour en finir avec la religion*, Fayard, 2005.

Dès le début, Debray rappelle que « *De la critique de la raison politique ou l'inconscient religieux* (1981) jusqu'au *Feu sacré* (2003) » (voir BCLF), il a plusieurs fois traité du « fait religieux ». Dès lors, le constat qu'il dresse aujourd'hui ne peut qu'étonner. Ses précédents ouvrages ont souffert, selon lui, des faiblesses d'un vocabulaire qu'il a utilisé pour employer les termes courants et connus du domaine. Or, ces termes recèlent bien des préjugés. Le moment lui paraît venu, non seulement de récapituler sa recherche mais de reprendre le vocabulaire de base qui a sa part dans les confusions, les piétinements, les incompréhensions, les hostilités. Pouvons-nous même définir la religion ? Le terme peut être étendu sans doute à l'excès. On a des religions de tout. Mais si l'on veut être rigoureux dans la définition, une surprise nous attend. « *Religio* » fait bien partie du vocabulaire latin mais il n'a d'équivalent ni en Asie, ni chez les Juifs, ni chez les Grecs. Sa fortune s'est faite, grâce au mariage du christianisme et de l'empire romain. La religion reste occidentale. Aujourd'hui, d'aucuns pensent pouvoir être satisfaits de la laïcité. Sans doute ! Mais l'usage le plus répandu, c'est, au contraire, l'association, le mélange, comme on voudra, de la politique et de la religion. Il paraît tout à fait impossible de s'entendre à partir des écarts considérables de conception qui ont cours dans les différentes sociétés. C'est pour avoir reconnu cela que Debray pense devoir maintenant faire une tentative bien différente. Il veut approfondir toutes ces notions que l'on trouve à l'œuvre, directement ou indirectement, liées au fait religieux. Approfondissons la spiritualité, le symbolique, le sacré, la croyance, l'appartenance. Quelques vérités fondamentales finissent s'imposer. Pas d'action sans croyance ! Pas de société sans symbolique et sans sacré ! Tels sont les fondamentaux. Or, ils constituent une référence humaine largement commune et partagée, indépendamment des contenus et des dogmes qui les spécifient. En fait, le mot « religion » nous piège complètement. Il est urgent de lui trouver un substitut plus humain. Et, pour Debray, le meilleur terme est celui de « communion ». Que les ensembles humains acceptent donc les

inévitables modalités de leurs incarnations qui ne sauraient être de simples raisons. C'est à partir de leurs incarnations qui, d'ailleurs, peuvent évoluer, que les sociétés pourront se reconnaître. A condition de comprendre qu'une reconnaissance du caractère inévitable des appartenances, diminuerait leur possibilité de se constituer en raisons contre l'autre. Certes, on n'en est pas là, mais Debray pense, sans doute, qu'il n'y a pas d'autre issue que celle de préparer le terrain pour avancer dans ce sens. En écho à la formule pascalienne qu'il cite, Debray semble penser qu'il n'y aurait rien de plus religieux que ce renoncement des religions. Qu'elles se reconnaissent dans un rôle d'inévitable accompagnement de toute société, sans s'imaginer comme totalisations pour tous et devenir ainsi totalitaires ! Reconnaissons-nous plus humains dans nos communions que dans nos dogmes. Les lecteurs pourront être entraînés dans cette tentative originale, conduite avec force références culturelles, et beaucoup d'audace. Gageons cependant que certains, au détour d'une page, se diront soudain : « Et, Dieu, dans tout ça ? » Certes, le livre reste très humain dans tous les sens du mot. L'infinité de l'univers n'y apparaît pas. Sans doute, n'est-elle pas un argument !



► Jacques Demorgon, *Les sports dans le devenir des sociétés*. Médiations et média, Éd. L'Harmattan, 2005, 268 p.

Par Pierre Alban Delannoy in Anne Goliot-Lété, *Le film architecte*, p. 226-227, in Les Cahiers du CIRCAV, n° 17, décembre 2005, Lille 3

Quels rôles peuvent avoir les sports dans l'évolution des sociétés ? Telle est la question à laquelle cherche à répondre cet ouvrage. Il ne s'agit pas de montrer « comment les sociétés *expliquent* les sports et encore moins l'inverse », mais de quelle manière les unes et les autres arrivent parfois à « s'engendrer ensemble, déterminant des moments exceptionnels dans l'histoire humaine ».

Dans une approche à la fois historique et systémique, Jacques Demorgon s'appuie sur l'idée que se sont succédées au cours de l'histoire quatre grandes formes sociétales : la société tribale ou communauté, la société royale-impériale, la nation marchande et, aujourd'hui, la société « d'économie informationnelle mondiale ». Par ailleurs, chaque forme sociétale est le produit de quatre grands secteurs d'activités : religieux, politique, économique et informationnel.

Jacques Demorgon montre que les sports apparaissent dans l'histoire à des moments cruciaux caractérisés par des situations de violence guerrière qui manifestent des fractures entre deux formes sociétales. L'auteur identifie trois moments historiques exceptionnels pendant lesquels les activités sportives assurent un rôle de médiation.

Dans l'Antiquité, les Grecs ont inventé les jeux sportifs sur la ligne de transition entre tribus et royaumes.

Les Anglais ont créé les sports au moment où l'on passe en Europe des royaumes aux nations.

Aujourd'hui, le sport, sous la forme médiatique (que l'auteur appelle « sporTVsation »), apparaît au cœur d'une autre transformation sociétale : le passage des nations aux sociétés d'économie globalisée.

Au cours du XX^{ème} siècle déchiré par deux guerres mondiales et la guerre froide, une nouvelle grande ligne de fracture est apparue entre les pays de forme nationale et ceux qui sont déjà orientés dans la perspective de l'économie informationnelle mondialisée. Sur cette fracture, les sports ont proliféré « comme une sorte d'alternative impossible. »

Tandis que le politique cherche à se construire à l'échelle continentale et planétaire (UE, ONU, OMC...), les sports occupent une place de « liant multiréférentiel » entre le local, le national et le mondial. Cette prolifération des sports s'est appuyée sur l'alliance de l'information et de l'économie mondialisée, grâce à la télévision.

On le voit, cet ouvrage est bien plus qu'une étude sur la place des activités sportives dans la société : en interrogeant l'histoire sur le long terme, son auteur examine la manière dont s'opèrent les transformations des sociétés et comment s'inventent des nouvelles formes de culture comme celles du sport. Il permet de porter sur notre présent un regard extrêmement roboratif et régénérant.



- **Jacques Demorgon** : *Les sports dans le devenir des sociétés*. Médiations et média, Paris, L'Harmattan, 2005, 266 p.
(Audiovisuel et communication, ISSN 1624-2017)

Bulletin critique du livre en français, n° 678, février 2006, p. 41-42,
Président Jean Durry

Parmi la masse des actualités éphémères et des analyses redondantes, il est précieux que certains se sentent et se montrent capables de dégager des lignes fortes, érigeant tout d'un coup un signal lumineux et dotant les lecteurs de nouvelles clés. Car l'audace et le courage de ceux-là balisent le chemin, éclairent la route, susceptibles qu'ils sont de faire avancer la réflexion et les débats à partir des hypothèses qu'ils auront formulées.

C'est le cas de cette construction sur *Les Sports dans le devenir des sociétés* proposée par Jacques Demorgon. Le lecteur passera donc sur diverses inexactitudes, dues peut-être à une documentation un peu rapidement assemblée et exploitée ; ou sur le recours fréquent à la citation de textes pris comme référence et support alors qu'ils auraient eux-mêmes mérité discussion.

En revanche, on se concentrera sur l'apport intellectuel de la démonstration menée à grande allure. Familier de « l'histoire interculturelle des sociétés » et de la médiatisation mondialisée, l'auteur procède en trois étapes.

Vient d'abord l'approche par « l'histoire longue » étayant que le sport a pris une position forte et de « liant » lors de trois moments de fracture sociale : lorsque la Grèce passe des communautés tribales aux micro-sociétés royales, lesquelles n'excluront pas la démocratie aristocratique des cités ; celui où l'Angleterre est passée de la société royale, assortie d'un Parlement, à la prédominance des marchands ; enfin, récemment, lorsque des sociétés nationales on évolue, rapidement, vers des sociétés d'économie informationnelles et globalisées.

Puis, entrent en jeu les systèmes, plus ou moins dominants selon les périodes - religieux, politiques, économiques et informationnels donc - avec mise en évidence de la polyvalence interculturelle des sports en éloignant les « thèses extrêmes (les) magnifiant ou les diabolisant ».

Enfin, la confrontation entre « l'esprit des lois », les institutions et « l'esprit des sports » situe bien ces derniers « au cœur de l'interaction entre pensée identitaire (clubs, équipes, disciplines, vainqueurs) et pensée antagoniste. (...) Il ne s'agit (...) de rien de moins que de figurer, de façon décalée, la possibilité des humains de vivre ensemble avec leurs contradictions ».

L'ultime phrase du livre ouvre de vastes champs de pensée et dit l'intérêt de cette prospective ambitieuse : « l'extension et la densité du déploiement des sports, en ce début du XXI^e siècle, devraient être interrogées, dans le contexte d'une possible parade à la guerre des mondes que certains trouvent déjà commencée et d'autres encore promise. »

► **Philippe Descola**, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, 2005.
05-IX A77263 ISBN 2-07-077263-2

Analyse effectuée par Jacques Demorgon

Dans « *Par-delà nature et culture* », Philippe Descola veut en finir avec l'« humanisme épuisé » de l'anthropologie. Un tel dualisme pensé comme définitif doit être remis à sa place. Ce n'est là qu'une vision du monde qu'il nomme « naturalisme » et qu'il traite d'« anthropocentrisme ». En effet, ce « naturalisme », au plan physique, définit tous les existants comme assimilables sur la base des sciences physico-chimiques mais, au plan de l'intériorité, pose les humains comme radicalement différents du monde non humain, en leur réservant la culture et la science. Cet « anthropocentrisme » doit être corrigé en nous référant à trois autres grandes « identifications » du monde. « L'animisme » inverse les prémisses du « naturalisme » : si, humains et non humains différent au

plan physique, ils sont semblables au plan de l'intériorité puisque tous peuvent communiquer entre eux. C'est là, pour l'auteur, un « anthropogénisme ». On a encore deux autres grandes identifications possibles du monde. Dans le « totémisme », la similitude l'emporte sur les deux plans. Humains et non humains sont produits ensemble dans des classes totémiques, avec des « attributs matériels et spirituels communs ». L'auteur définit donc le totémisme comme un « cosmogénisme ». Enfin, dans « l'analogisme », ce sont, cette fois, les différences qui l'emportent entre humains et non humains : tant au plan physique qu'à celui de l'intériorité. Toutefois, au cœur de cette extrême diversité, ils sont, les uns et les autres, référés à des analogies et à des hiérarchies qui les composent au sein d'un « cosmos organisé comme une société », ce que l'auteur nomme justement « cosmocentrisme ». Comment passer de cette logique analytique aux concrétudes ethnologiques et historiques des sociétés ? D'abord, si dans tel ensemble humain, l'une ou l'autre de ces visions est dominante, elle n'est pas pour autant exclusive d'une présence dominée des autres visions. Ensuite, chaque grande vision du monde est aux prises avec le jeu différent de relations inégalitaires : production, protection, transmission - ou réversibles : échange, prédation, don. L'auteur donne de nombreux exemples de cette complexité. Mais peut-on se dispenser d'une référence à l'évolution : animisme et totémisme primant dans les communautés et tribus ; l'analogisme, dans les empires ; et notre naturalisme, dans la modernité ? L'auteur fait un pas en ce sens, soulignant avec Granet, la prégnance de l'analogisme en Chine et en Inde. Le progrès en anthropologie doit tourner le dos à notre anthropocentrisme et découvrir plutôt notre faillite interculturelle. L'Orient et l'Occident ne se sont peut-être toujours pas rencontrés ! La révolution épistémique qu'opère Philippe Descola conduit l'anthropologie à devenir une autre science désormais aussi au service de l'avenir.

DEMORGON Jacques, *L'histoire interculturelle des sociétés : une information monde*, Economica, 2002.

GRANET Marcel, *Études sociologiques sur la Chine*, Paris, PUF, 1963.

JULIEN François, MARCHAISSE Thierry, *Penser d'un dehors : la Chine*, Seuil, 2000.

► Milena Doytcheva, *Le Multiculturalisme*, La Découverte, 2005

Dans *Le multiculturalisme*, Mylena Doytcheva propose un historique, une synthèse théorique, un bilan pratique international. Le multiculturalisme s'inscrit dans une démocratie politique intégrant, hier, les droits économiques ; aujourd'hui, les droits ethnoculturels. Reste une crainte : des communautés peuvent en profiter pour entamer la liberté de leurs membres. Le multiculturalisme se défend de ce risque à travers des travaux théoriques de

fondation et de clarification comme ceux de Charles Taylor et de Will Kymlica. Suivent un historique et un bilan des développements du multiculturalisme dans les différents pays. Pays pionniers, le Canada et l'Australie : la forte diversité culturelle y imposait la recherche d'un vivre ensemble plus large. Aux États-Unis, pays du melting-pot blanc, le mouvement pour les droits civiques obtint des mesures en faveur des minorités raciales. Des chaires d'études ethniques furent créées dans les universités. Pourtant jusqu'en 1988, le terme « multiculturalisme », est absent de la grande presse et ne s'y installe vraiment qu'entre 1990 et 1994. Aujourd'hui encore, les discriminations positives sont loin d'être assurées ; ainsi, dix-sept États ont adopté une loi : « English only » A la même époque, nombre de pays d'Amérique latine se définissent clairement comme des nations multiculturelles. En Europe, le multiculturalisme n'a pas vaincu les racismes nourris de nostalgie du national. La France du modèle républicain a cependant inventé des politiques de « discrimination positive » en partant de lieux défavorisés (banlieues) et non de distinctions ethnoculturelles. Pour Mylena Doytcheva, « un certain multiculturalisme de fait » semble « aujourd'hui durablement installé », reconnaissant la personne humaine, « dans ses dimensions identitaire et culturelle. ». Ce multiculturalisme s'enracine, à la fois, dans l'horreur génocidaire, et dans un aujourd'hui d'immigrations plus qu'insistantes. Mais les obstacles restent prégnants : Mylena Doytcheva évoque le onze septembre 2001. Les différences économiques et culturelles menacent les tentatives multiculturalistes. Celles-ci peuvent régresser et, trop affaiblies, disparaître, faute de pouvoir imaginer l'horizon, même lointain, d'un multiculturalisme mondial. Mylena Doytcheva a traité du multiculturalisme de façon complète mais stricte, sans aborder sa confrontation ou sa coopération avec les perspectives interculturelle et transculturelle, d'ordinaire conjointement évoquées, comme chez Alain Touraine ou chez le politologue martiniquais Fred Constant.

CONSTANT Fred, *Le multiculturalisme*, Paris, Flammarion, 2001.

DEMORGON Jacques, *Critique de l'interculturel : l'horizon de la sociologie*, Paris, Economica, 2005.

TOURAINÉ Alain, *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard, 2004.

► Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ?* Paris, Editions la Découverte, Coll. Textes à l'appui/Politique et Sociétés, 179 p.

Qu'est-ce que la justice sociale ? est un recueil d'articles récents de Nancy Fraser, avec préface et postface de présentation et d'analyse de la traductrice, Estelle Ferrarese. L'ouvrage est sous-titré « reconnaissance et redistribution », deux dimensions de la justice sociale que l'auteur souhaite associer. Chacun sait que l'inégalité socio-économique est incompatible avec la justice sociale d'où la nécessité d'une politique de redistribution. Mais cette politique, menée

seule, échoue car elle délaisse les discriminations prégnantes dans le contexte des migrations. La politique de redistribution a pu croire qu'elle, au moins, considèrerait à égalité tous les humains. En réalité, elle est sans cesse détournée par la dimension culturelle comme c'est le cas avec la domination masculine, encore occultée même en Occident. La politique de reconnaissance culturelle doit être prise en compte dans la politique de redistribution mais l'inverse est aussi vrai. Nancy Fraser le souligne : cette politique de la reconnaissance est, à son tour, mensonge et échec quand elle conduit au communautarisme. En effet, celui-ci laisse sans réponse la question des graves possibilités d'injustice à l'intérieur du groupe. Invoquer l'appartenance culturelle, oui, mais non sans référence à sa possible évolution. Dès lors, reconnaissance et redistribution associées, le véritable objet de la justice sociale est, pour chaque individu, sa « *parité statutaire de participation à toutes les sphères de l'interaction sociale* ». Ce niveau d'exigence universelle, éthique et politique, est tel que Nancy Fraser doit s'interroger sur les conditions qui rendraient au moins possible une telle réalisation. Pour les énoncer, elle redéfinit la notion d'« espace public » d'Habermas. Un espace public requiert un État organisé comme autorité de régulation sur un territoire précis et une population précise. L'espace public doit disposer d'un médium de communication - une langue -, d'un médium de formation aux références culturelles communes - une « littérature » - et de médias d'information et de communication entre tous les membres de l'espace. Il est clair que cet espace public est nécessairement national. Or, dans la conjoncture actuelle de mondialisation économique, affaiblissant chaque État national et son espace public, la question de la justice sociale est entièrement à reprendre. Le dernier texte du livre tente de mesurer l'état actuel et les chances de développement d'une telle transnationalisation de l'espace public ; ou bien, si l'on préfère, les chances d'avenir d'une démocratisation à l'échelle mondiale.

Paul Ricoeur, *Parcours de la reconnaissance, trois études*, Stock, Paris, 2004

Albert Bastenier, *Qu'est-ce qu'une société ethnique ?*, PUF, Paris, 2005

► **Pierre Manent**, *La Raison des Nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, L'esprit de la Cité, Gallimard, ISBN 2-07-077734-0.

L'ouvrage de Pierre Manent « *La Raison des Nations* » sous-titré « *Réflexions sur la démocratie en Europe* », aborde, successivement, la démocratie, la nation, la religion. L'auteur fait une sorte de bilan réflexif personnel, à contre-courant, dit-il, des pensées reçues. La démocratie, forme politique exceptionnelle, s'est construite en articulant semblable et différent, individuel et collectif, autorité et liberté. Dans la mondialisation économique, la démocratie est en crise. D'abord, quant à sa pratique dans chaque nation.

Ensuite, quant à son esprit : en devenant ce produit d'exportation dont on peut même imposer la consommation. Enfin, s'impose le diagnostic de son refoulement en Occident.

Mais alors la nation, l'Etat, le gouvernement ? La forme politique de notre société est un mixte étonnant que Pierre Manent exprime par cet oxymore : « *l'empire démocratique* ». Il y en a deux : l'américain et l'europpéen.

Les Etats-Unis sont dans la nature qui demeure aussi une jungle. Ils s'affichent en nation puissante bien identifiée. L'Etat reconnaît au peuple un droit de légitime défense. Et, là où son contrôle a failli, l'Etat recourt à la peine de mort. L'empire démocratique européen « drapé dans les Droits de l'homme » se veut sans identité spécifique. Que ce soit mauvaise conscience de son passé d'horreur ou sentiment d'un sombre avenir démographique, l'Europe se prend désormais pour l'avant-garde de l'humanité unie. Elle ne compte plus ses nations qu'en les additionnant. Elle accueille tout postulant et, par exemple, la Turquie, avec ainsi, après le déni de la nation, celui de la religion. « *L'Europe n'est pas un club chrétien* », formule de vérité, à condition de la retourner.

L'auteur veut nous mettre en garde contre cette idéologie selon laquelle nous serions tous semblables. Elle empêche les Européens de faire face à ce qu'ils sont. Depuis le onze septembre 2001, le discours « touristique » sur les différences ne passe plus : les différences sont réelles, profondes. Elles se maintiennent dans les religions. Hier, en Europe, la nation a enchaîné sur la religion en lui reprenant la communion. En effet, pas de société sans communion. Deux exemples. L'islam : comment ne pas voir que c'est la communion propre à sa religion qui le constitue en « *empire sans nations* », Autre cas, Israël, né d'un « *désir de nation* » avec son retentissement du côté palestinien. Après le rideau de feu de 1914-1945, signe d'un échec immense et tragique, les Européens tournent le dos au religieux et au national, mais le problème de ce qu'ils sont, pour eux-mêmes et pour les autres, reste entier. Ils ont pourtant à reprendre la tâche interrompue : « *nouer le plus étroitement possible la communion et la liberté* ».



► Patrick Pharo, *Raison et civilisation*, Cerf, 2006

Analyse par Jacques Demorgon

Dans « *Raison et civilisation* » Patrick Pharo, sociologue et philosophe, s'engage dans une enquête étendue et profonde sur « les chances de rationalisation morale de la société ». Raison, morale, civilisation ont failli ensemble et, pourtant, les tenants du libéralisme économique, comme ses

opposants, placent encore la raison au fondement de toute civilisation morale. Patrick Pharo puise dans la philosophie, classique ou moderne, qui a étudié tout ce qui rend « la raison captive ». La morale a été recherchée dans un entre-deux incertain entre raison et sensibilité : à autrui, à soi, au plaisir. Mais, d'abord, savons-nous vraiment ce qu'est la raison ? L'auteur en établit la généalogie naturelle et sociale. Biologie « évolutionnaire », éthologie, sciences cognitives indiquent que la réflexivité est à l'origine de la raison. Nous pouvons nous représenter nos représentations et nos systèmes de représentations. La réflexivité est sans limites mais elle n'est pas une faculté et pas davantage ne l'est la raison. Elles sont des constructions à l'œuvre dans tous les contextes de l'expérience humaine. D'où la généalogie sociale de la raison qu'établit ensuite Patrick Pharo. A travers l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, il étudie les grands domaines sociaux de rationalité esthétique, religieuse, économique, politique.

Incroyables constructions humaines articulant les oppositions comme, par exemple, la démocratie. Mais cette rationalité morale n'est pas garantie au-delà des moments et des lieux où des acteurs humains la mettent en œuvre. Même si elle se garde dans une culture, celle-ci n'est jamais simplement transposable. L'acteur humain, individuel ou collectif, peut oublier cette culture ou ne pas en voir l'usage dans un contexte nouveau. Les réussites morales du passé ne sont donc pas garantes de l'avenir mais celui-ci n'est pas non plus compromis par les catastrophes morales. Il reste ouvert à la libre aventure humaine. La rationalisation morale de la société doit sans cesse reprendre le dernier ensemble réflexif, reliant contextes passés et nouveaux.

Ainsi, aujourd'hui : écologie planétaire, inégalités, démocraties à l'échelle du monde, biotechnologies... Faute de cette rationalisation qui se reprend et qui anticipe, la civilisation morale acquise peut régresser, de nouveau, dans l'épreuve de la barbarie.

► **Jacob Rogozinski**, *Faire part - Cryptes de Derrida*, Paris, Lignes et Manifestes, 2005.

Dans *Faire part - Cryptes de Derrida*, Jacob Rogozinski nous fait partager son travail de deuil concernant le philosophe Derrida et son œuvre. Il s'adresse à des lecteurs philosophes qui ont un début de connaissance de cette œuvre. Lui, l'ayant étudiée pendant plus d'un quart de siècle, conjugue ici, de façon stimulante, initiation et bilan. Il présente la déconstruction, mode

d'analyse critique inventé et pratiqué par Derrida. Il le fait à travers trois grandes problématiques :

- le deuil auquel on n'est jamais certain de parvenir,
- la *vie* toujours reprise par la *mort*,
- la *vérité* minée par la *non-vérité*.

C'est ainsi que la déconstruction traite de ces grands opposés constitutifs de la pensée métaphysique occidentale. Leur distinction assurée n'est plus tenable quand on constate qu'ils sont pris ensemble dans une ambiguïté fondamentale. Toutefois, selon Rogozinski, cela ne constitue pas un nouveau scepticisme. Pour le montrer il établit que, dans la décennie quatre-vingt, l'œuvre de Derrida paraît changer avec ce qu'il nomme « le tournant de la générosité ».

Changement de concepts, ceux-ci apparaissent plus engagés, plus positifs : l'autre, l'amitié, l'hospitalité, la justice, la vie. Changement du mode de lecture qui, maintenant, découvre plus souvent dans les grandes œuvres, de multiples résistances aux constructions illusives. Si, à l'origine, la déconstruction souligne l'illusion de la séparation des opposés, dans la seconde période, elle souligne plutôt entre les opposés une tension permanente. L'autre, le moi, la vie, la vérité doivent être choisis contre la non-relation, la mort, la non-vérité.

Dès lors, la déconstruction fonde la relation la plus exigeante à l'éthique et au politique. Mais, à ce point, Rogozinski, constate dans l'œuvre de Derrida des allusions ténues qui soulignent de profonds silences. Ce sont les cryptes de Derrida, impossibles à lever mais peut-être pas à nommer : le deuil, la folie, la Shoah, Dieu. Entré dans le possible/impossible deuil de cette vie et de cette œuvre, Rogozinski, à travers sa relecture infidèle/fidèle réussit à nous en communiquer la profondeur et la complexité.

J. Rogozinski, « Salut à Derrida », *Rue Descartes* n°48, Paris, 2005.

